

plusieurs domaines et prohibé la diffusion d'information, par la presse locale et internationale, sur l'agitation politique dans le pays. Enfin, il a rejeté, à la même époque, un projet prévoyant la tenue d'élections multiraciales dans la province du Natal où l'on comptait former un parlement local.

Le 20 février 1987, au Conseil de sécurité des Nations-Unies, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont opposé leur veto à une résolution qui aurait imposé à l'Afrique du Sud des sanctions obligatoires similaires à celles qu'avait approuvé le Congrès américain. Dix pays ont voté en faveur de la résolution, tandis que la France et le Japon se sont abstenus. Au mois de mai, des élections parlementaires au sein de la collectivité blanche reportaient au pouvoir le Parti National de M. Botha et donnaient au Parti Conservateur *pro-apartheid* vingt sièges de plus aux dépens du Parti fédéral progressiste libéral.

Le Canada s'oppose à *l'apartheid* depuis 1961, année où le premier ministre Diefenbaker contribua à expulser l'Afrique du Sud du Commonwealth. En 1977 et 1978, le gouvernement a restreint l'appui qu'il avait accordé jusque là aux échanges commerciaux bilatéraux, et les États dits limitrophes ont bénéficié d'un programme d'aide administré par l'Agence canadienne de développement international. En 1978, Ottawa a établi un code de conduite à adhésion volontaire à l'intention des entreprises canadiennes présentes en Afrique du Sud.

Enfin, en 1985, le Canada a révisé complètement sa politique envers l'Afrique du Sud. Il a appliqué une série de mesures (en plus de celles décidées à Nassau) : il a ainsi renforcé l'application du code de conduite, mis un terme aux derniers programmes gouvernementaux favorisant le commerce et les investissements en Afrique du Sud, et incité les institutions financières à ne plus consentir de prêts aux agences du gouvernement sud-africain.

Le Canada a par ailleurs critiqué le comportement de l'Afrique du Sud en Namibie. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Afrique du Sud a été chargée d'administrer l'Afrique du Sud-Ouest, une ancienne colonie